



PÔLE DE COOPÉRATION
POUR LES MUSIQUES ACTUELLES
EN PAYS DE LA LOIRE

Compte-rendu Table ronde Développement durable // Les indicateurs d'activités : des outils et choix stratégiques

Le jeudi 7 mai 2015 / RDV du Pôle à Trempolino

Intervenants : Catherine Blondeau (Le Grand T), Jean-Christophe Chédotal (DAC Ville de Laval et Laval Agglomération), Cyril Coupé (6par4 / Festival Les 3 Eléphants), Françoise Gentil (Conseillère régionale, Région des Pays de la Loire)
Animée par Aude Bruneau (Le Pôle)

Introduction : Parce que les pouvoirs publics demandent des évaluations sur les activités culturelles, se pose la question des indicateurs. Cela concerne tous les acteurs. Pourquoi, comment évaluer ? Se pose également la question des indicateurs au regard des démarches développement durable menées au sein des structures. Cette question de l'évaluation suscite peut susciter des débats, des échanges en interne. Il est important également de pouvoir partager ces données avec les partenaires, notamment publics.

*Catherine Blondeau : Notre démarche de DD repose sur la spécificité du grand T, théâtre de Loire-Atlantique : 40 % de notre activité se réalise sur le territoire et non dans notre salle à Nantes. Nous avons ainsi développé **une philosophie d'animation du territoire**. Pour nous aider, nous avons intégré différents réseaux : Tout d'abord le réseau « **On est un certain nombre** », animé par Laure Guazzoni, qui regroupe plusieurs directeurs et administrateurs de structures culturelles en France, de toutes tailles, pour travailler notamment sur la question du territoire et des indicateurs. Ce partage est un travail collectif d'une grande richesse. Par ailleurs, nous avons adhéré au réseau **DRO (Dirigeants Responsable de l'Ouest)** en étant la seule structure culturelle au milieu de nombreuses entreprises de tous secteurs. Ce partage est aussi extrêmement enrichissant et **nous permet de regarder notre propre secteur différemment**. Ce contexte nous conduit notamment à prendre conscience que nous travaillons à partir de financements mixtes et notamment publics qui impliquent de rendre compte de notre activité. Or, l'évaluation jusqu'ici ne nous convenait pas : le seul critère était le taux de remplissage des salles. **L'approche de la fréquentation nous semble trop quantitative et constitue une forme de dictature du chiffre.***

Dans le groupe « On est un certain nombre » nous avons réfléchi à cela, en changeant le curseur et en se posant une question simple et pourtant essentielle :

*« **De quoi avons nous envie de parler ?** ». Ce changement de focale a été une véritable prise de conscience que l'on pouvait parler de son activité autrement. Nous avons eu envie de parler de l'effet de nos actions sur le territoire comme créatrices de lien social. C'est Simon Braun, un québécois qui a posé le premier cette notion de « **l'empreinte civique** » que constituent les arts et la culture. Ainsi, nous pouvons mesurer l'empreinte civique d'une institution telle que la nôtre par le nombre des parties*

prenantes engagées et ainsi comprendre son rayonnement et son déploiement sur un territoire.

*On s'est aussi demandé comment on pouvait parler de convivialité et d'hospitalité générées par le lieu théâtral? Mais aussi comment rendre compte du temps de process dans l'élaboration d'un événement? **Nous pouvons l'évaluer par des récits, des témoignages, des visuels... par une approche plus qualitative.***

Nous avons enfin mis en place des indicateurs dits "de vigilance", sorte de mémos des valeurs défendues (ex: hospitalité et solidarité avec l'accueil des associations et le prêt gracieux de matériel).

Nous discutons des indicateurs en équipe avec les chefs de services, ce qui nous permet de faire remonter les actions qui peuvent être valorisées.

Les indicateurs permettent de redéfinir notre projet pour un théâtre durable et citoyen.

Les indicateurs qualitatifs nourrissent notre activité au contraire d'un indicateur quantitatif comme le taux de remplissage qui l'enferme. Remplir sa salle ne signifie pas que l'on fait son travail correctement et ne fait pas sens. Je fais même le choix de baisser les abonnements et le taux de remplissage pour gagner par contre dans la qualité des indicateurs plus sociétaux.

Françoise Gentil :

Je rejoins Catherine Blondeau quant à la nécessité de sortir de la dictature du chiffre et notamment de notre indicateur national que constitue le PIB ou le % du chômage, qui ne raconte rien des états et des envies de la population.

*Jacques Auxiette m'a demandé de mener une évaluation sur le territoire avec pour consigne de « **changer de boussole** », c'est à dire en partant des gens et de leurs récits. C'est avec l'observatoire de la décision publique que nous avons mené une enquête auprès d'environ 2000 personnes sur le territoire et qui a été restituée par un nuage de mots. Les mots retenus ont été ceux qui ont été récurrents.*

Les questions portaient sur ce qui constituait pour eux la richesse de leur territoire et sur ce qui comptait le plus pour eux à la fois aujourd'hui et pour demain. En tout, ce sont 27 indicateurs de richesse dont les notions de « bien être », de « prendre le temps » mais aussi de « préservation » qui ont été ainsi co-construits. Ces indicateurs ont été mesurés de façon partagés et permettent ainsi de casser certaines croyances ou repères dans la société. C'est plus facile à faire au niveau local qu'au niveau national. En région, nous avons travaillé avec la Conférence Régionale Consultative de la Culture sur la déclinaison de ses indicateurs afin de créer un référentiel commun. C'est une forme de boîte à outil d'auto-évaluation mise à la disposition de tous mais qui reste bien sur à adapter selon les spécificités de chaque structure. Mais cela contribue à la création d'une culture commune.

Question du public: Existe-t-il un risque de perdre des subventions si on ne peut pas valoriser des indicateurs qualitatifs ?

FG : *Dans les appels d'offre en Région, on intègre bien sur des critères de DD et de RSE pour des prestations durables et responsables. Mais il ne faut pas opposer subvention et critère qualitatif.*

Cyril Coupé : Nous avons co-construits nos indicateurs avec nos partenaires publics par le **SOLIMA** : Schéma d'orientation et de développement de lieux de musiques actuelles. Cela a été long et au départ la démarche était un peu brouillonne mais elle avait le mérite **de réunir tous les acteurs autour de la table et de susciter de nombreux échanges**. Aujourd'hui nous pouvons évaluer notre démarche de DD par des actions très concrètes. L'intérêt de travailler ensemble est que les indicateurs sont co-construits et partagés, chacun pouvant non seulement faire part de ses attentes mais trouver dans les indicateurs des éléments de réponse adéquates.

Par exemple : nous avons mis en place un cycle de conférences sur les musiques actuelles dans les médiathèques du territoire en mesurant leur nombre et l'implication de parties prenantes sollicitées dans le projet. Cela nous a permis de cartographier ainsi les acteurs et de rendre visible le rayonnement du projet.

Autre exemple : Comment mettre en place des navettes publiques pour le transport de festivaliers ? Nous avons lancé le projet et l'avons mesuré en récoltant le ressenti des chauffeurs de bus sur des questions : est-ce que c'était difficile pour lui au niveau des horaires ? Comment était l'ambiance ? Est-ce que les festivaliers n'étaient pas trop agités (en fait pas du tout, pas assez même !), etc.

Jean-Christophe Chédotal : Ce qu'il faut comprendre, c'est que **la culture est au-dessus des indicateurs économiques**. La crise de 2003 qui a fait apparaître les retombées économiques de la culture, n'a en réalité rien changé aux réalités du secteur. La Culture est une question de société et les indicateurs doivent pouvoir répondre à cet enjeu. **Pour cela, il faut obligatoirement travailler ensemble. C'est le tout premier indicateur.** Pour moi, un autre indicateur essentiel : c'est le nombre d'élus qui ne se posent plus la question de l'intérêt de la culture et qui ne font pas de la culture la variable d'ajustement économique !

Nous avons réalisé une enquête de la population à Laval qui montre que beaucoup de personnes trouvent important d'avoir des lieux culturels dans leur ville même s'ils n'y vont pas, car pour eux cela contribue à la qualité de vie et au fait que la société se porte bien. En interne, nous avons revu notre échelle d'évaluation par service. Au lieu de mettre des chiffres financiers, nous avons mesuré le nombre de partenariats réalisés.

CB : En effet, la question du partenariat est importante. Nous organisons un réseau avec l'ensemble de nos partenaires sur le département qui s'appelle le RIPLA et nous menons un travail pédagogique auprès des élus pour constituer un travail qui soit durable (qui puisse dépasser les temps électoraux et son inévitable changement de personnes). Pour cela, nous travaillons avec eux à la fois sur les objectifs et sur les indicateurs. Cela permet aussi aux élus et à nos partenaires de s'approprier le projet, de s'y impliquer. Je suis contente lorsqu'un élu du Conseil Départemental a le sentiment d'être dans son théâtre quand il vient au Grand T. Cela prouve qu'il se l'est approprié et qu'il a fait sien du projet. C'est le plus sûr moyen de réaliser des partenariats durables. Cela nous permet aussi d'éviter d'être vulnérables au changement d'élus ou d'équipe et/ou de subir des baisses de subventions.

//